ASSEMBLÉE NATIONALE

9 juin 2016

DROIT HUMAIN À L'EAU POTABLE - (N° 3199)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT**N ° 31**

présenté par
M. Bompard

ARTICLE 7

Supprimer les alinéas 2 et 3.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet alinéa 3 de l'article 7 propose au visa de l'article L. 1314-1 du code de la Santé publique, de « faire reposer l'examen chaque année par la commission consultative des services publics », « tout projet de décision qui affecte de manière significative la mise en œuvre du droit à l'eau potable ». Aussi, le caractère « significatif » demeure en l'espèce flou pour permettre à l'alinéa de cet article de trouver une réelle effectivité. Il est donc proposé à la suppression.